

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE MEFOU ET AFAMBA

COMMUNE DE MFOU

SIGAMP



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHELAND

CENTER REGION

MEFOU AND AFAMBA DIVISION

MFOU COUNCIL

SIGAMP

**Avis de la Demande de Cotation N° 03/DC/C-MFOU/CIPM /2026 DU 18 AOUT 2026 EN PROCEDURE D'URGENCE
RELATIVE A LA LIVRAISON DES FOURNITURES PEDAGOGIQUES ET SCOLAIRES OU
PAQUET MINIMUM DESTINEES AUX ECOLES PUBLIQUES, DANS LA COMMUNE DE
MFOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTR**

1. Objet de la Demande de Cotation

Le Maire de la Commune de Mfou, lance une consultation ouverte pour **LA LIVRAISON DES FOURNITURES PEDAGOGIQUES ET SCOLAIRES OU PAQUET MINIMUM DESTINEES AUX ECOLES PUBLIQUES, DANS LA COMMUNE DE MFOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE** dans la perspective de lutter contre les difficultés en fourniture continue d'énergie électrique.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment :

- Fourniture en matériel pédagogique.

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires installés sur le territoire camerounais et répondant aux critères de qualification indiquée dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le budget d'investissement public du MINEDUB de l'exercice 2026.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *hors ligne* ;

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO aux heures ouvrables au service de la SIGAMP, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue au *Service de la SIGAMP* dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat de la DC de 25 000* (vingt-cinq mille) Francs CFA. Payable à la recette municipale de la Commune de Mfou.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **7 419 000 F CFA**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré ou un récépissé de consignation délivrée par la CEDEC, acquitté à la main dont le montant s'élève à **148 380 F CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, la cotation en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir à la SIGAMP, au plus tard le **22 Septembre à 11 heures** et devra porter la mention :

« Avis de la Demande de Cotation N° 03/DC/C-MFOU/CIPM /2026 DU 18 AOUT 2026 EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIVE A LA LIVRAISON DES FOURNITURES PEDAGOGIQUES ET SCOLAIRES OU PAQUET MINIMUM DESTINEES AUX ECOLES PUBLIQUES, DANS LA COMMUNE DE MFOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTR

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

- Pour la soumission en ligne, (sans objet)

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu **22 SEPTEMBRE 2026 à 12 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle des actes de la Commune des Mfou.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement se fera à 12H dans la salle des actes de la Commune de Mfou.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a. De la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission timbrée ou le récépissé de consignation délivré par la CEDEC ;
- b. De l'absence du cautionnement de soumission timbré ou le récépissé de consignation délivré par la CEDEC ;
- c. Des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. Du non-respect de 7critères essentiels sur 10 renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- e. De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années :

- f. Non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne (**SANS OBJET**) ;
- g. De la non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture (à lister) ;
- h. De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- i. De l'absence de l'attestation de catégorisation ;
- j. De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les bpu, le dpe) ;
- k. De la non-conformité du modèle de soumission ;
- l. De l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- m. De l'absence de l'agrément ou de l'autorisation ;
- n. De la non-conformité du mode de soumission ;
- o. De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- p. De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- q. La capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière)

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- ☐ Les références du soumissionnaire ;
- ☐ Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- ☐ La qualification et l'expérience du personnel
- ☐ Les moyens logistiques
- ☐ La méthodologie
- ☐ Le délai d'exécution

14-Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de 60 jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15-Tranches/Allotissement

Les prestations objet de la présente demande de cotation sont en un (01) lot.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations** pendant (*indiquer la durée entre 60 jours*) à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations**.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au service de la SIGAMP, ,
téléphone : 691 105 566/ 696 386 314, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses
<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication
électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises
pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés
Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.


LE MAIRE
Francis Ngoumou
PLET-TQG/HE

Copies

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- MINMAP
- MINEPAT
- PATRIMOINE/MAF
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant ;
- Président CPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage -chrono (pour information/publication)

ONT

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE MEFOU ET AFAMBA

COMMUNE DE MFOU

SIGAMP



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHELAND

CENTER REGION

MEFOU AND AFAMBA DIVISION

MFOU COUNCIL

SIGAMP

Request for Quotation Notice

N°03 FOR THE DELIVERY SUPPLIES OF TEACHING AND SCHOOL EQUIPEMENT OR MINIMUM PACKAGES FOR PUBLIC SCHOOLS, IN MFOU COUNCIL, MEFOU AND AFAMBA DIVISION, CENTER REGION

1. Subject of the Request for Quotation

The Mayor of Mfou Municipality initiates an open consultation for **THE DELIVERY SUPPLIES OF TEACHING AND SCHOOL EQUIPEMENT OR MINIMUM PACKAGES FOR PUBLIC SCHOOLS, IN MFOU COUNCIL, MEFOU AND AFAMBA DIVISION, CENTER REGION**

to address unsanitary conditions, mitigate pollution, and overcome challenges in providing a continuous and reliable power supply to the community.

2. Nature of services

The services include notably:

DELIVERY SUPPLIES OF TEACHING AND SCHOOL EQUIPEMENT OR MINIMUM PACKAGES FOR PUBLIC SCHOOLS

3. Participation and origin

The participation in this Request for Quotation is open to company registered in Cameroon and meeting the qualification criteria indicated in this Request for Quotation File.

4. Financing

The Services subject of this Request for Quotation will be financed by BIP MINEDUB of the 2026 Financial year, Budget.

5. Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is indicated in one of the three submission methods below:

- *offline ;*

6. Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the services of the PO at SIGAMP service, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm) or on any other electronic communication means indicated by the Project Owner (to be specified).

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The hard copy of the file may be obtained at *SIGAMP Service*, as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of 45 000 (Forty five thousand) CFA francs for the purchase of local tax office.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQ) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online bidding is subject to the payment of the purchase fees of the Request for Quotation File (RQF).

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **7 419 000 F CFA**.

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed stamped bid bond or deposit receipt issued by CEDEC this amount totals **148 380 F CFA**, and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

10-Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

- For the offline bidding, the quotation in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such shall reach in SIGAMP of Mfou The 22nd march at 11AM, and shall carry the inscription:

Request for Quotation Notice

N°03 FOR DELIVERY SUPPLIES OF TEACHING AND SCHOOL EQUIPEMENT OR MINIMUM PACKAGES FOR PUBLIC SCHOOLS, IN MFOU COUNCIL, MEFOU AND AFAMBA DIVISION, CENTER REGION

"To be opened only during the bid-opening session".

- For online bidding, (not found)

11-Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on the 22nd of september 2026 at the commune hall at 12PM by the Project Owner.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12-Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13-Evaluation criteria

13.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's quotation.

The eliminary criteria include:(for information purpose)

- a. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the stamped bid bond or deposit receipt issued by CEDEC;
- b. Absence of stamped bid bond or deposit receipt issued by CEDEC;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Failure to comply with X essential criteria (X referring to technical bids qualification threshold)
- e. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- f. Failure to comply with the bid file format; in case on submission online;
- g. Failure to comply with the major technical specifications of the supply (to be listed)
- h. Absence of a quantified unit price in the quotation;

- i. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- j. Non-compliance with the submission model;
- k. Absence of prospectus accompanied by manufacturer's technical sheets;
- l. Absence of approval or manufacturer's authorisation, if applicable;
- m. Non-compliance with the submission method;
- n. Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- o. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.
- p. *Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);*

NB: *Depending on the specificity of the service, other relevant criteria may be added when drafting the Request for Quotation.*

13.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:

- ☐ *Presentation of bid;*
- ☐ *Bidder's references;*
- ☐ *After-sales service (availability of spare parts, repair workshops, technical personnel) if applicable;*
- ☐ *Personnel qualification and experience; ▪ logistics means; ▪ methodology.*
- ☐ *Execution timeframe.*

14 Estimated execution period

The maximum time frame provided for by Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is 30 DAYS run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

15- Tranches/Allotment

The works are subdivided three lot.

16-Award

The Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates. Each company can bid for only one lot.

17- Duration of the validity of Quotations 4

Bidders shall remain committed by their **Quotations** during *(indicate the duration between 60 days)* from the deadline set for the submission of **Quotations**.

18- Additional information

696 386 314, fax, e-mail/ or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other means of electronical communication indicated by the Project Owner.

19- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48



Copies

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- MINMAP
- PATRIMOINE/MAF
- MINDDEVEL
- CHEF DISTRICT DE SANTE
- Posting/File *(for information/publication)*